

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Travaux relatifs à la levée de prescriptions
sécurité pour Laho Formation à Roubaix –
Désamiantage et GO ETENDU – RELANCE

Réf. marché : CCIR-GL-2025-40

Marché public simple de travaux



ARTICLE 1.	INTERVENANTS	3
ARTICLE 2.	OBJET DU CONTRAT.....	6
ARTICLE 3.	DOCUMENTS.....	6
ARTICLE 5.	DUREE CONTRACTUELLE ET DELAIS D'EXECUTION	7
ARTICLE 6.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	9
ARTICLE 7.	CONDITIONS DE PAIEMENT	12
ARTICLE 8.	MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX	16
ARTICLE 9.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	21
ARTICLE 10.	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	25
ARTICLE 11.	PENALITES.....	27
ARTICLE 12.	RESILIATION, SANCTIONS et FIN DU CONTRAT	30
ARTICLE 13.	NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RGPD	31
ARTICLE 14.	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	32

ARTICLE 1. INTERVENANTS

1.1. Représentation de l'acheteur

CCI de région HAUTS-DE-France

299 BOULEVARD DE LEEDS

CS 90028

59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Le/les interlocuteurs techniques du maître d'ouvrage sont désignés au titulaire dès la notification du marché public (nom, prénom, n° téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide). Ce/ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Ces échanges ne sont pas contractuels. Si ces interlocuteurs changent, le représentant de l'acheteur en avertit immédiatement le titulaire.

L'ordonnateur est le Président de la CCI de région Hauts-de-France dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

1.2. Représentation du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG, le titulaire doit désigner à l'acheteur, la personne physique (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide) ayant qualité pour le représenter lors du dépôt de son offre.

En cas de changement de cet interlocuteur unique en cours d'exécution, le titulaire communique le nom, les coordonnées et le curriculum vitae du nouvel interlocuteur sans délai. Ce remplaçant est réputé disposer de compétences au moins équivalentes à l'interlocuteur unique initial. L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié et il encourt également les pénalités prévues au présent CCAP.

1.3. Maîtrise d'œuvre

Le maîtrise d'œuvre est assurée par la société :

MAGELLAN – Immobilier conseils

6, RUE KONRAD ADENAUER CS 20006

59441 WASQUEHAL

TEL 06 60 50 01 12

MAIL : jmtourbier@sergic.com

Les missions confiées sont :

- Mission de base telle que définie à l'article R. 2431-5 du code de la commande publique, soit : DIAG, AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR
- Autre mission : OPC

Les études d'exécution sont à la charge du titulaire, selon les prescriptions du CCTP. Elles sont exécutées pendant la période de préparation et remises au maître d'œuvre dans un délai de quinze (15) jours suivant la date de commencement de la période de préparation.

1.4. Contrôle technique :

La mission de contrôle technique est assurée par la société APAVE – agence Lille Marcq-en-Barœul.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont L – LE – SEI – Hand-ERP.

1.5. Coordination Sécurité Protection de la santé :

Les travaux faisant l'objet du présent marché public sont soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et aux différents décrets et arrêtés précisant les modalités d'application de la loi, et notamment le décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

Cette opération est classée en 2ème catégorie au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail et est donc soumise à l'obligation d'établir un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (articles L.4532-8, R.4532-52 et R.4532-54 et R.4532-75 et R.4532-76 du code du travail).

Cette mission recouvre les phases de la réalisation du projet et comprend l'ensemble des prestations prévues par le décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

La mission a été confiée à la société :

CODIAG
5 AV DE LA CREATIVITE
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
Tel : 03 20 26 83 65 - Mobile : 06 79 93 75 16
Mail : codiag.sps@orange.fr

Les opérateurs intervenant sur le chantier sont soumis aux règles déterminées selon les articles R.4532-57 du code du travail. Ils s'engagent expressément à rappeler ces dispositions à leurs sous-traitants respectifs et à fournir tout justificatif souhaité par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les opérateurs intervenant sur le chantier sont tenus de remettre au coordonnateur sécurité - santé leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) dans un délai de 15 jours avant leur intervention sur le chantier.

Les opérateurs intervenant sur le chantier concerné seront soumis aux règles déterminées selon les articles R.4532-57 du code du travail. Ils s'engagent expressément à rappeler ces dispositions à leurs sous-traitants respectifs et à fournir tout justificatif souhaité par le représentant du pouvoir adjudicateur.

1.6. Coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie

Sans objet

1.7. Mission OPC :

Les prestations d'ordonnancement, pilotage et coordination sont confiées à la Maîtrise d'œuvre.

Le maître d'œuvre assurera la direction des travaux et vérifiera tout au long du chantier la conformité des ouvrages réalisés, aux documents et études qu'il aura établis.

Il assurera également l'organisation et la direction des réunions de chantier (dont la fréquence sera au minimum hebdomadaire), la rédaction et la diffusion des compte-rendu de ces réunions, ainsi que l'information au représentant du pouvoir adjudicateur sur l'état d'avancement et de prévisions des travaux et des dépenses afférentes.

1.8. Pilotage :

Le titulaire a à sa charge les prestations de pilotage de l'ensemble des intervenants (co-traitants et sous traitants éventuels).

A ce titre, le titulaire devra établir un calendrier détaillé d'exécution des travaux et assurer le suivi de ce planning tout au long du chantier.

Le titulaire du marché public devra assurer la coordination dans le temps et dans l'espace des études d'exécution et des travaux de l'ensemble des intervenants.

1.9. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents suivants :

- la déclaration du sous-traitant qu'il n'est pas admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 631-1 du code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou qu'il justifie d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché (dans ce cas, fournir la copie du ou des jugements prononcés à cet effet),
- Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner à un marché public mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la Commande Publique,
- Une attestation d'assurances « Responsabilité Civile » en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant,
- Un Relevé d'Identité Bancaire ou postal,
- Un justificatif de ses capacités professionnelles, techniques et financières,
- Un modèle de plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) pour chaque sous-traitant.

Le titulaire devra établir en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-3 du code de la Commande Publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

De plus, dans le cadre d'une sous-traitance indirecte, le sous-traitant qui sous-traite devra justifier auprès du représentant du pouvoir adjudicateur qu'il a fourni à son propre sous-traitant la caution ou donner au représentant du pouvoir adjudicateur la délégation de paiement prévue à l'article L2193-14 du Code de la Commande Publique. Le représentant du pouvoir adjudicateur complètera l'acte spécial avec :

- la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du Code de la Commande Publique,
- le comptable assignataire des paiements.

Dès signature, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et au sous-traitant concerné l'acte constatant l'acceptation de la sous-traitance. Il en informe le maître d'œuvre. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître au maître d'œuvre, la personne physique (nom, prénom, n° de téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide) habilitée à représenter le sous-traitant. Le maître d'œuvre désigne alors au sous-traitant la personne qui a seule qualité pour le représenter.

A compter de son agrément, le sous-traitant devra remettre son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) définitif au coordonnateur SPS au plus tard huit (8) jours avant le début de son intervention. Cette

intervention sera conditionnée par l'approbation du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) par le coordonnateur SPS

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

1.10. Co-traitance

Si le contrat est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur pour l'exécution des bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG, en cas de défaillance du mandataire du groupement lors de l'exécution du contrat, les membres du groupement disposent d'un délai de 8 jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure de l'acheteur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant de l'acheteur, une modification sera établie sur cette base afin de modifier le contrat. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le contrat sera résilié.

ARTICLE 2. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet des travaux relatifs à la levée de prescriptions sécurité pour Laho Formation – 45 avenue Chénier à Roubaix - RELANCE.

Le détail des travaux à réaliser figure au CCTP.

Il est rappelé au titulaire que les travaux sont réalisés en site occupé et que le maintien et la continuité du service public hébergé constituent une obligation.

Le présent contrat constitue la relance de la procédure n° CCIR-GL-2024-60 publiée au BOAMP (avis n° 24-104478) qui a été déclarée sans suite pour infructuosité en raison de l'absence de réception d'offres régulières, appropriées et acceptables dans les délais requis. En outre, une nécessaire redéfinition du besoin initial a été opérée avec un cahier des charges ajusté.

ARTICLE 3. DOCUMENTS

3.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), ainsi que les annexes suivantes :
 - Le dossier plans,
 - Le dossier diagnostic amiante avant travaux,
 - Le dossier PV de la commission sécurité,
- Le Plan Général de Coordination (PGC),
- Le Rapport Initial de Rapport Technique (RICT),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;

- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Les documents conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

3.2. Pièces non contractuelles

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- La décomposition du Prix global et Forfaitaire.

ARTICLE 4. STRUCTURE ET FORME CONTRACTUELLES

4.1. Décomposition de la prestation et forme contractuelle

Les travaux du présent contrat n'ont pas fait l'objet d'un allotissement. En effet, l'allotissement rendrait l'exécution des prestations plus coûteuse et complexifierait l'exécution des prestations.

La forme retenue pour l'exécution contractuelle est un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

Les travaux ne sont pas composés de tranches.

Les travaux objet du présent contrat sont scindés en deux phases techniques comme suit, dont la décomposition des prix est fixée à la DPGF et selon les prescriptions fixées au CCTP :

- Phase 1 : travaux de désamiantage
- Phase 2 : travaux de gros œuvre

La maîtrise d'ouvrage peut décider au terme de chacune de ces phases techniques, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire dûment acceptée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, de ne pas poursuivre les travaux. Cette décision entraîne la résiliation du marché public sans paiement d'indemnités au titulaire par l'acheteur.

4.2. Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de travaux.

4.3. Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, de passer sous forme de marchés négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence des marchés de services ou travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché.

ARTICLE 5. DUREE CONTRACTUELLE ET DELAIS D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-TX, le titulaire ne peut se prévaloir d'un quelconque préjudice lorsque le début de la période de préparation ou des travaux intervient au-delà d'un délai de six (6) mois après la notification du marché public.

Les délais impartis englobent les travaux nécessaires au respect des règles en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux en fin de travaux.

Ces stipulations ne comprennent pas le délai d'établissement des documents fournis après exécution, ceux-ci font l'objet de l'article 10.5 du présent CCAP.

5.1. Durée du contrat

Le contrat est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois consécutifs à compter de sa notification, sans qu'aucune reconduction ne soit prévue.

5.2. Période de préparation

La durée de la période de préparation est de quatre (4) semaines par dérogation à l'article 28.1 CCAG-TX.

La période de préparation est non comprise, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-TX, dans le délai d'exécution des travaux.

La période de préparation démarre à la date de notification du marché public par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-TX.

5.3. Délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé à six (6) semaines maximums à compter de la date indiquée à l'ordre de service de démarrage des travaux.

Les congés payés sont compris dans le délai d'exécution mais pas les intempéries.

Les phases, telles que définies à l'article 4.1 du présent CCAP, pourront être successives et/ou concomitantes.

L'acheteur peut décider au terme de chacune des phases, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. Cette décision entraîne la résiliation du marché public sans paiement d'indemnité au titulaire par l'acheteur.

L'exécution des travaux relatifs à chacune des phases démarre à compter de la date indiquée à l'ordre de service de démarrage des travaux.

5.4. Prolongation du délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels, relevé à la station météorologique de référence, pourra permettre la justification officielle par un organisme agréé du nombre de jours d'intempéries, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Roubaix

Gel

Intensité limite : -5° à 8 heures du matin

Durée : 8 jours consécutifs pour les travaux de bétonnage, parties en élévation.

Vent :

Intensité limite : 60 km/h

Durée : Pendant plus de 8 heures pour les travaux de manutention (coffrages, mats d'éclairage, ...)

Pluie :

Pluie continue : intensité limite, 10 mm/jour

Le titulaire fournit les relevés météorologiques relatifs aux périodes d'interruption d'activité.

La prolongation du délai ainsi accordée est notifiée par ordre de service qui en précise la durée.

Le titulaire ne peut pas prétendre à une rémunération complémentaire au titre de cette prolongation.

De même, le délai d'exécution des travaux pourra être prolongé du nombre de jours d'arrêts de travaux prescrits par le CSPS du fait d'une condition météorologique particulière ne permettant pas l'exécution des travaux dans le respect des règles de sécurité.

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux, une prolongation du délai de réalisation des travaux peut être accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur lorsque l'exécution des travaux ne peut être effectuée dans le délai contractuel pour une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire. Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation du délai de réalisation, le titulaire doit signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, par courriel ou par lettre recommandée avec avis de réception, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution des travaux dans le délai imparti. Il formule en même temps une demande motivée de prolongation du délai de réalisation des travaux et indique au représentant du pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée, si elle est connue. Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de cette demande pour notifier sa décision au titulaire par courrier ou courriel. En l'absence de réponse du représentant du pouvoir adjudicateur dans ce délai, la demande du titulaire est réputée acceptée pour la durée demandée.

5.5. Calendrier prévisionnel d'exécution

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier détaillé fixé par ce dernier dans son offre.

5.6. Délais de remise des documents

L'ensemble des pièces à remettre doivent être fournies selon les modalités et délais prescrits à l'article 1.8 du CCTP.

ARTICLE 6. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1. Nature et contenu des prix

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

1) Les travaux doivent être livrés, exécutés complètement et conformément, en tous points, aux stipulations du marché et aux règles de l'art. Ils doivent satisfaire aux règlements et prescriptions administratifs en vigueur au mois d'établissement des offres, défini à l'article 3.3.2.

2) Le prix du marché est réputé comprendre les dépenses afférentes à la coordination des prestations réalisées par des intervenants différents.

3) Le prix du marché est réputé comprendre les frais inhérents à la couverture du risque de défaillance éventuelle des éventuels sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations prévues au marché.

4) Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG-Travaux. Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG-Travaux.

5) Le prix du marché tient compte des dépenses de chantier mentionnées ci-après :

- Installation d'éclairage, de signalisation et de balisage (à charge du titulaire)
- Base vie prise en charge par la CCI – un local sera mis à disposition par le maître d'ouvrage.

6) En outre le ou les titulaire(s) du marché est (sont) réputé(s) avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments définis à la date du marché et afférents à l'exécution des travaux ; il(s) reconnaît (reconnaissent) avant la remise de son (leur) Acte d'Engagement :

- avoir pris connaissance complète et entière des bâtiments et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- avoir apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc ;
- avoir contrôlé les indications des documents du dossier d'appel d'offres ;
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

À tout moment, le travail dans la zone d'activité pourra être stoppé et remis à une date ultérieure sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les travaux faisant l'objet du contrat sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire, dont le montant est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et repris à l'acte d'engagement. Il est précisé que les quantités renseignées par le titulaire au sein de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ne sont pas contractuelles. Ainsi, le titulaire devra réaliser les prestations de travaux sur lesquelles il s'est engagé quelles que soient les quantités à engager et selon le montant global et forfaitaire remis à l'acte d'engagement.

6.2. Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux, sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix du contrat sont révisables à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation. Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Les prix du marché sont réputés avoir été établis à la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Le Mois M0 est le mois de remise des offres. Il constitue le mois d'établissement des prix du marché public.

En cas de remise d'offres multiples (négociations), la date d'établissement des prix s'appuie sur l'offre finale.

Les prix du contrat sont révisables mensuellement.

L'indice de référence I retenu est : Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 - Identifiant 001710986 – publié sur le site Internet de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710986>

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de l'acompte du mois n d'exécution des prestations est donné par la formule :

$$Cn = In/Io$$

dans laquelle :

Io et In sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois M0 et au mois n.

Cette révision, qui n'a pas à être constatée par avenant, constitue une fois pour toute, la pièce justificative de toutes les demandes de paiement émises par le titulaire.

En cas de disparition de l'indice ou index choisi et, si un nouvel indice ou index était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice ou index de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi d'un commun accord par une modification de contrat.

En cas de sujétions imprévues rendant inappropriée l'utilisation exclusive de l'indice de révision initial, les parties conviendraient d'intégrer un indice supplémentaire choisi d'un commun accord par une modification de contrat.

Dans le cas où il conviendrait de faire évoluer la périodicité de la révision en cours d'exécution, le cas échéant, les parties pourront convenir d'une modification de contrat.

6.3. Initiative du calcul de la variation des prix

La demande de révision des prix doit émaner du titulaire du marché.

En aucun cas, une révision des prix à la hausse pourra être appliquée sans avoir été préalablement validée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

6.4. Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

6.5. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Le marché public est conclu en euros.

ARTICLE 7. CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1. Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

7.2. Régime des paiements

Les projets de décompte seront présentés conformément aux instructions données aux entrepreneurs par le représentant du pouvoir adjudicateur pendant la période de préparation.

Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- les acomptes seront réglés mensuellement

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet au Maître d'œuvre sa demande de paiement mensuelle sous la forme d'un projet de décompte faisant ressortir les quantités ou les pourcentages d'exécution, arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Le projet de décompte comprend au surplus :

- pour chaque phase exécutée, le montant correspondant ;
- pour chaque phase entreprise, une fraction du montant correspondant égale au pourcentage d'exécution des travaux de la phase, ce pourcentage résultant simplement d'une appréciation.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA. Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service prévu à l'article 14.1 du CCAG-Travaux s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés. Lorsque des réfections ont été fixées par application du CCAG-Travaux, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Il y joint également toutes indications nécessaires touchant aux travaux en régie ou aux approvisionnements.

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire est accepté ou rectifié et arrêté par le Maître d'Œuvre, il devient alors le décompte mensuel. Le Maître d'Œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état d'acompte mensuel et propose au représentant du pouvoir adjudicateur de régler les sommes qu'il admet.

- solde :

A la suite à la notification de la décision de réception, le titulaire adresse, après le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution, un projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part.

Le projet de décompte final complété par le titulaire est accepté ou rectifié par le Maître d'Œuvre et devient alors le décompte final. Le Maître d'Œuvre établit le projet de décompte général composé :

- du décompte final,
- d'un état de solde
- de la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Ce projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général.

Dans le cas d'une réception avec réserves : Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau marché

7.3. Facturation

La facturation sera effectuée sur le portail Chorus Pro.

a) Chorus Pro permet la transmission des pièces concourant à l'exécution des marchés de travaux en cours et en fin de marché conformément au CCAG travaux.

Plusieurs types d'acteurs interviennent dans le processus de gestion de ces marchés :

- Fournisseurs (titulaire, cotraitant, sous-traitant)
- Maîtrise d'œuvre (MOE)
- Ordonnateur destinataire : Maîtrise d'ouvrage (MOA) et/ou service financier

b) Chaque acteur intervenant dans le processus de facturation de chorus-Pro est tenu :

- d'utiliser le cadre de facturation approprié à son rôle et la pièce déposée
- de renseigner le numéro d'engagement communiqué par l'ordonnateur ou le code service (le numéro du marché)
- de se conformer aux principes d'utilisation de chorus pro (cf. documentation disponible en suivant ce lien : <https://chorus-pro.gouv.fr> rubrique Gérer mes factures de travaux

c) en cas d'erreur sur les données d'acheminement (SIRET, code service ou numéro d'engagement) mentionnées sur la facture, les services du pouvoir adjudicateur ou la personne habilitée à cet effet, peut demander au fournisseur la modification de ces données. Celle-ci renvoie sa facture tout en conservant le même numéro.

d) Lorsqu'une ou plusieurs pièces justificatives sont manquantes, les services du pouvoir adjudicateur ou la personne habilitée à cet effet suspend la facture du fournisseur. Ce dernier complète sa demande de paiement avec les pièces jointes et renvoie la facture.

e) Toute erreur constatée sur la facture et ne relevant pas des alinéas précédents entraîne son rejet. La régularisation s'effectue alors par l'émission d'une nouvelle facture.

Format des pièces déposées

a) Tout dépôt en mode « initial » ou « association » s'effectue au format PDF généré à partir de la version bureautique du modèle communiqué par le représentant du pouvoir adjudicateur.

b) le dépôt du projet de décompte par le titulaire est accompagné, en pièce jointe, de la version bureautique ayant servi à générer le document au format PDF.

Cas d'entreprises groupées

La notion de groupements d'entreprises n'existe pas dans Chorus pro. Sauf exception autorisée par le représentant du pouvoir adjudicateur, il est recommandé un dépôt unique par le mandataire, au sein du même dossier de facturation, de l'ensemble des demandes de paiement des cotraitants, sous la forme d'un projet de décompte consolidant l'ensemble de ces demandes. Les pièces seront déposées selon le format prévue au point ci-dessus.

Incident technique

En cas d'incident technique ou d'évolutions de Chorus pro impactant le mode de transmission des pièces, le représentant du pouvoir adjudicateur communiquera aux acteurs intervenant dans le processus de facturation les mesures à observer à titre conservatoire. Sauf modification des présentes clauses, ces mesures resteront en vigueur jusqu'à retour de l'état normal de fonctionnement ou, à défaut, la date contractuelle de fin d'exécution du présent marché.

Sans indication du numéro de commande émis par la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire du marché.

7.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement est obligatoirement répartie entre les membres du groupement. Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG, en cas de groupement solidaire, la demande de paiement peut être répartie entre les membres du groupement ; la demande de paiement globale présentée par le mandataire au représentant du pouvoir adjudicateur précise alors le montant ou le % des prestations effectuées par chacun des cotraitants, au regard de la répartition fixée au marché public.

La notion de groupements d'entreprises n'existe pas dans Chorus pro. Chaque membre doit disposer d'une structure et d'un identifiant propres pour pouvoir émettre ses factures. Le mandataire vise la demande pour la transmission vers le représentant du pouvoir adjudicateur.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci du montant à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché public.

7.5. Paiement direct des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il fournit à cet effet un acte spécial dûment complété (formulaire DC4) et produire les éléments suivants pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du contrat :

- les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique,
- un sous-détail des prix comportant les éléments de décomposition de ses prix le cas échéant,
- une attestation d'assurances comme indiquée à l'article "Assurance" du présent cahier en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant le cas échéant,
- un relevé d'identité bancaire ou BIC ou IBAN,
- les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager le sous-traitant,
- les capacités professionnelles du sous-traitant le cas échéant,
- tous justifications permettant de vérifier que le sous-traitant s'est acquitté de ses obligations mentionnées aux articles L8222-1 et L8222-4 du code du travail.

Le sous-traitant devra remettre son PPSPS définitif au coordonnateur SPS au plus tard quinze (15) jours avant le début de son intervention. Cette intervention sera conditionnée par l'approbation du PPSPS par le coordonnateur SPS.

Le sous-traitant direct adressera sa demande de paiement sur Chorus Pro, conformément aux articles L2192-1 et suivants, D2192-1 et suivants, R2192-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sur le « portail public de facturation » (CHORUS PRO), à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché public.

7.6. Avance

Il est fait application de l'option B de l'article 10 du CCAG-Travaux et plus particulièrement de l'article B.10.1 du CCAG-Travaux.

Si le Titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique. Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Pour les petites et moyennes entreprises mentionnées à l'article R2151-13 du Code de la Commande Publique :

Le montant de cette avance est fixé à 15 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, sous réserve des dispositions des articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique.

Pour les autres entreprises :

Le montant de cette avance est fixé à 15 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, sous réserve des dispositions des articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique.

Pour toutes les entreprises :

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant initial TTC du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué sur les sommes dues au titulaire dès la 1ère demande de paiement.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R 2193-17 à R 2193-21 du Code de la Commande Publique. Le sous-traitant joint à sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur une déclaration du titulaire indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter au cours des 12 mois suivant la date de commencement des prestations.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R 2193-17 à R 2193-21 du Code de la Commande Publique. Le sous-traitant joint à sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur une déclaration du titulaire indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter au cours des 12 mois suivant la date de commencement des prestations.

7.7. Avance

Il sera procédé, sur chaque versement autre qu'une avance, à une retenue de garantie de 3% du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée, au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues par la réglementation.

En cas de groupement solidaire, la garantie ou la caution est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie ou une caution correspondant aux prestations qui lui sont confiées.

En revanche, si le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie ou la caution peut être formée pour la totalité du marché par ce dernier.

Dans le cas où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte sera prélevée. Les montants ainsi prélevés seront alors reversés au titulaire après constitution de la garantie.

Elle sera restituée (ou la caution libérée) à l'expiration du délai de garantie dont la durée est fixée à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. Réunion de préparation

Une réunion de préparation d'une durée de trois (3) heures entre le représentant de l'acheteur et le titulaire aura lieu dans les lieux d'exécution des travaux, après la notification du marché public afin de préparer l'exécution des travaux. La réunion de préparation est comprise dans les prix de la DPGF.

8.2. Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur prévoit dans le cadre du présent contrat, la clause de réexamen suivante :

Modification ou ajout de la clause de révision de prix :

En cours d'exécution, si la formule de révision des prix du marché, convenue initialement se révèle être inadaptée ou ne permet pas d'opérer la compensation nécessaire, les modifications suivantes pourront être apportées par voie d'avenant :

- le ou les indice.s fixé.s initialement pourront être adaptés
- un ou des indices supplémentaires pourront être ajoutés
- la périodicité des révisions pourra être revue
- toute formule inapplicable pour cause d'erreur matérielle pourra être modifiée pour devenir applicable.

De même, une clause de révision des prix pourra être intégrée, si celle-ci n'était pas prévue initialement.

Circonstances imprévisibles :

A - Evolution des prix du marché :

En cas de survenance de circonstances imprévisibles occasionnant des difficultés d'exécution en matière financière, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les dispositions suivantes :

Le titulaire doit fournir tout document suffisamment probant attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés (indices INSEE, cours de matières premières, etc. il peut à ce titre fournir une comptabilité analytique détaillant la structure de ses prix) en cas de hausse brutale des cours de certaines matières premières rendant son offre initiale économiquement intenable.

Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.

Au regard de ces éléments et justificatifs fournis, et sous réserve de leur complétude, un avenant de révision exceptionnelle d'une durée trimestrielle, semestrielle ou annuelle selon le cas de figure sera conclu afin d'intégrer les tarifs révisés du titulaire. Etant précisé que l'avenant intervient dans un délai 30 jours maximum à compter de la date de réception des justificatifs, pouvant se prouver par tous moyens.

A l'issue de la durée fixée par l'avenant, les prix antérieurs à l'avenant s'appliquent de nouveau.

Si par le biais de l'avenant, le titulaire bénéficie d'un trop perçu, un nouvel avenant viendra formaliser la somme à restituer à l'acheteur.

B - Prolongation de la durée / Exonération ou modération des pénalités

En cas d'événements particuliers, cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le(s) délai(s) d'exécution et / ou de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions suivantes :

Dans un délai de quinze jours calendaires au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire fournit à l'acheteur, par courriel avec demande d'avis de réception ou par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un document démontrant les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

Pour l'exonération ou la modération des pénalités, il indiquera le montant qu'il souhaite voir appliqué.

Cela n'est envisageable que pour les bons de commande, les prestations en cours d'exécution.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

C - Ajout de prestations liées à des circonstances imprévisibles

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués ou si ces mesures engendrent un nouveau prix.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement titulaire lors de l'exécution contractuelle :

Les membres du groupement disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure envoyée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, un acte modificatif sera passé sur cette base afin de modifier le marché public. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le marché public sera résilié.

8.3. Modifications apportées au projet

Toute demande de la part du représentant du pouvoir adjudicateur visant à modifier le projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux documents ayant fait l'objet du visa du Maître d'œuvre ou de l'avis du Bureau de Contrôle Technique fera l'objet d'un ordre de service précisant les points sur lesquels il doit être étudié une modification.

Par dérogation à l'article 14.5 du CCAG-Travaux, la procédure sera la suivante :

Dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la réception de cet ordre de service, l'entrepreneur adressera au Maître d'Œuvre une note précisant dans quelles conditions de délai et de prix une proposition technique et architecturale répondant à la demande de modification du représentant du pouvoir adjudicateur pourra être élaborée.

Dans un délai de 5 jours ouvrables suivant la réception de cette note, le maître d'œuvre transmettra son avis sur la modification demandée au représentant du pouvoir adjudicateur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur fera part de sa décision sur l'acceptation ou non de ces conditions d'études au Maître d'Œuvre par ordre de service. Si l'accord en est donné, le Maître d'Œuvre fera établir dans les délais arrêtés les études demandées qui comporteront en outre :

- une notice technique et explicative ;
- les plans modificatifs ;

- un détail de l'incidence financière sur le coût global de l'opération (base marché) ;
- une note sur l'incidence de la modification sur les délais.

La proposition ainsi établie sera transmise au Maître d'Œuvre qui devra formuler un avis dans un délai de 10 jours ouvrables. Le représentant du pouvoir adjudicateur fera part de sa décision.

8.4. Clause environnementale

Les documents particuliers du marché précisent les obligations environnementales du titulaire pour l'exécution du marché par dérogation à l'article 20.2.1 du CCAG TX 2021.

8.5. Autorisations administratives :

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, il appartient au titulaire d'accomplir toutes les démarches administratives nécessaires à la réalisation des travaux, conformément aux prescriptions de l'article 2.1.1 du CCTP.

8.6. Installation de chantier :

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, et dans les conditions de l'article 1.5 du CCTP, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

8.7. Lieux de dépôt des déblais :

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 31.2 du CCAG Travaux.

Les emplacements suivants sont mis gratuitement à la disposition du titulaire pour le dépôt provisoire des déblais en excédent : Sans objet

8.8. Ordres de service :

Conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage au titulaire qui en accuse réception.

Les ordres de service qui ont un impact sur les délais, durées ou montants du contrat font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours.

8.9. Provenance des matériaux et produits :

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le contrat.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché en vigueur à la date d'établissement des prix correspondant au mois de remise de l'offre par le titulaire.

8.10. Vérification des matériaux, produits et composant de construction

Vérification complémentaire effectuée par le maître d'œuvre

Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en plus de ceux définis par le marché et de ceux visés à l'article 24.6 du CCAG-Travaux. Ils sont rémunérés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

8.11. Période de préparation :

Au cours de cette période il est procédé aux opérations décrites au CCTP et conformément à la réglementation en vigueur, à la diligence respective des parties contractantes.

Tous les documents établis par le titulaire ou par les sous-traitants devront recevoir le visa du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception pour les viser ou faire part de ses réserves par ordre de service.

En cas de réserves, le titulaire reprendra à ses frais, les études complémentaires nécessaires à la levée des réserves et soumettra à nouveau les documents au visa du maître d'œuvre suivant la même procédure sans pour autant prétendre à une augmentation du délai d'exécution.

Le démarrage des travaux n'interviendra que lorsque tous les documents à obtenir pendant la période de préparation auront reçu l'approbation ou le visa de maître d'œuvre.

8.12. Registre du chantier :

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre concernant le déroulement du chantier, est répertorié par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui et le titulaire.

Ce registre est tenu à la disposition de l'acheteur et des intervenants autorisés, puis remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

8.13. Réduction des nuisances :

En complément des dispositions des articles 1.5 et 1.6.6 du CCTP, le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire respecte le plan de gestion de déchets et est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

Dans le cas où les travaux nécessitent l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, le titulaire devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ces moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-bétons et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, devront être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels du 11 avril 1972 (modifié le 5 mai 1975), du 4 novembre 1975, du 26 novembre 1975, du 10 décembre 1975 (l'ensemble de ces arrêtés ayant été modifié le 19 décembre 1977) concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le Maître d'œuvre pourra prescrire au titulaire, soit le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais du titulaire.

8.14. Suivi de chantier :

Le suivi d'avancement des prestations fait l'objet de visites et réunions de chantier auxquelles participent le titulaire, le maître d'œuvre, le représentant du maître d'ouvrage et, le cas échéant, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS.

En complément de l'article 3.9 du CCAG-TX, il est précisé ce qui suit :

Les opérateurs sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'opérateur et donner sur-le-champ des ordres nécessaires sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu aux jours et heures fixés par le maître d'œuvre.

La présence des opérateurs étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, leur absence ou leur remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne leur responsabilité sans que mention du fait soit portée sur le cahier de chantier visé ci-après.

Le compte-rendu est rédigé par le maître d'œuvre.

Ces réunions et le compte-rendu ont pour vocation d'assurer la bonne exécution des travaux en réglant des difficultés administratives, matérielles et techniques.

Le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage se réservent le droit de procéder à des visites impromptues en dehors des visites périodiques.

8.15. Etudes d'exécution :

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que définis au CCTP. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

8.16. Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général - piquetage spécial :

Sans objet.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution, l'ensemble des entrepreneurs contractuellement liés (mandataire, co-traitants, sous-traitants) doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil pour chaque intervenant dans l'acte de construire.
- D'une police d'assurance individuelle de "Responsabilité Civile de Chef d'Entreprise" couvrant les risques qu'ils encourent du fait de leur activité dans le chantier, au titre des articles 1240 et suivants du Code Civil, et notamment des conséquences. La garantie doit être illimitée pour les dommages corporels.

9.2. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

9.3. Dégradations causées aux voies publiques

Conformément à l'article 34 du CCAG Travaux, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est partagée par moitié entre le titulaire et l'acheteur.

9.4. Obligation de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la CCI de région Hauts-de-France à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

En cas de groupement momentané d'entreprises, ces dispositions s'appliquent à l'ensemble du groupement.

9.5. Protection de la main d'œuvre

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu, ainsi que ses sous-traitants, au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux. Les titulaires s'engagent à être en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires relatives à la lutte contre le travail clandestin.

Le titulaire fournira tous les six mois la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (articles D8254-2 et D8254-4 à D8254-5 du code du travail).

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par le cotraitant doit être assuré à la diligence du mandataire.

Salariés détachés temporairement par une entreprise non établie en France

Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, toute entreprise non établie en France qui détache, pour l'exécution des prestations du présent marché, des salariés, devra remettre au maître d'ouvrage, préalablement au détachement, la copie de la déclaration mentionnée à l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Cette disposition est applicable au titulaire du marché, à chacun de ses sous -traitants directs ou indirects agréés, mais également à chacune des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou un de ses sous-traitants a contracté. Le respect de ces obligations doit être assuré à la diligence du titulaire.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par le cotraitant doit être assuré à la diligence du mandataire.

Travailleurs handicapés

Le titulaire est tenu au respect des obligations mentionnées à l'article L.5212 du code du travail et de manière générale aux obligations posées par la réglementation du travail, en cas d'emploi de travailleurs handicapés.

9.6. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

9.7. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

A ce titre, l'attention du titulaire est attirée sur la présence d'un gisant situé dans le jardin intérieur. Il prendra soin de n'y causer aucun dommage.

9.8. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers :

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts est consignée dans le registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants mentionnés au présent contrat est soumis au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité, au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Situation vis-à-vis de la coordination S.P.S.

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application notamment le décret n°2003-68 du 24 janvier 2003. Il relève de la catégorie 3.

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur S.P.S.

B - Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les opérateurs économiques, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que les procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur S.P.S. doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur S.P.S., sont également consignées dans le Registre Journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1. Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) ;]
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandée par le coordonnateur S.P.S. ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coordination entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs opérateurs économiques, et lui indique leur objet.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée d'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S., le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D – Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Le Plan Général de Coordination en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) est joint au DCE.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

E – Obligation du titulaire vis-à-vis des sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

9.9. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public

Le titulaire sera tenu responsable de la signalisation temporaire de chantier, du nettoyage quotidien des chaussées et des emprises qui lui sont allouées, de la réparation immédiate des dégâts occasionnés en voiries.

Le titulaire ou le mandataire du marché public supportera seul les frais de remise en état des dégradations causées aux voies publiques.

Tenue à jour des plans d'exécution et documents de chantier (compris registre de formation, registre de sécurité, registre des observations)

Les opérateurs tiendront en permanence sur le chantier dans un casier, tous les documents à jour, ainsi que la liste de ces documents avec dates des approbations concernant l'opération (plans, notes...). Ces documents seront réservés au représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

10.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du CCTG Travaux et le CCTP, seront assurés par le titulaire sous le contrôle du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle Technique à qui elles devront apporter la preuve de la réalisation de ces essais ainsi que les résultats obtenus. Ces essais sont à la charge de l'entreprise. Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux, relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais en sus de ceux définis par le marché. Si les essais donnent des résultats satisfaisants, ils seront rémunérés par le Maître d'Ouvrage ; si les résultats sont insuffisants, ils seront à la charge de l'entrepreneur concerné par ces essais.

10.2. Propriété intellectuelle

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

10.3. Repliement du chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, et en vertu des prescriptions du CCTP, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

10.4. Réception des travaux

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Les articles 41 et 43 du C.C.A.G-travaux sont donc applicables.

S'il apparaît que certaines prestations prévues au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le Maître d'Ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que les entrepreneurs s'engagent à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Le fait que le Maître de l'ouvrage soit éventuellement dans l'obligation de prendre possession des locaux inachevés dans les délais prévus, du fait du retard imputable à l'entrepreneur, ne peut être considéré comme réception d'office. Aucune action ne pourra être entreprise par l'entrepreneur envers le Maître de l'ouvrage, à ce titre.

La prise de possession éventuelle sera précédée d'une visite des lieux en présence de l'entrepreneur. Un procès-verbal des lieux sera dressé.

L'entrepreneur ou le mandataire du groupement sera convoqué huit jours à l'avance par lettre recommandée ou par courriel par le Maître d'œuvre.

10.5. Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG-Travaux, les plans et autres documents à remettre par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les conditions fixées au CCTP.

En complément de l'article 40.1 du CCAG Travaux, il est stipulé que les documents fournis après exécution doivent comporter, dans le cas d'emploi de matériel étranger, une traduction française et la liste des dépositaires et concessionnaires en France.

10.6. Dommages aux tiers

La réception des travaux ne fait pas obstacle à ce que le titulaire puisse être appelé en garantie par le maître de l'ouvrage ou voir sa responsabilité engagée pour des dommages causés aux tiers à l'occasion des travaux réalisés lors de l'exécution du marché.

10.7. Garantie de Parfait achèvement

Délai de garantie

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux d'une durée de 12 Mois.

Conformément à l'article 42.3 du CCAG-travaux, le délai court à compter de la date d'effet de chaque réception partielle.

Régime de la garantie

Les dispositions de l'article 44 du CCAG-TX s'appliquent.

L'attention du titulaire est attirée sur le contenu de l'article 44.2 du CCAG-TX aux termes duquel, faute d'avoir satisfait

à l'obligation du parfait achèvement dans le délai imparti, le délai de garantie peut être prolongé par décision du représentant du pouvoir adjudicateur jusqu'à l'exécution complète des travaux.

Le certificat de parfait achèvement ne sera délivré qu'une fois constaté un fonctionnement des installations conforme aux exigences contractuelles. Dans le cas contraire, la période sera prolongée du délai nécessaire à l'obtention des résultats techniques et performance exigés au marché public.

En cas de défaut du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur le mettra en demeure de s'exécuter dans un délai donné. La mise en demeure restant infructueuse, le marché public pourra être résilié aux frais et risques du titulaire sans que celui-ci ne puisse réclamer aucune indemnité.

La décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et ait été invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

Constat des travaux exécutés en application de la garantie de parfait achèvement des travaux.

La constatation de l'exécution des prestations à l'article 9.5.1 ci-dessus doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception prévue à l'article 41. 2. du CCAG-Travaux.

ARTICLE 11. PENALITES

11.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable.

Par dérogation au 19.2.2 du CCAG travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

En cas de non-respect des délais prescrits au présent contrat, le titulaire encourt les pénalités suivantes, sur constat du MOE :

Pénalités pour retard	Fait générateur et mode de calcul
Retard dans l'achèvement des travaux	Il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par jour calendaire de retard en cas de dépassement du délai d'exécution des travaux par rapport au calendrier d'exécution du chantier, constaté par le Maître d'œuvre.
Absences aux rendez-vous de chantier	Les pénalités seront appliquées au titulaire qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier hebdomadaires prévus au présent CCAP. Ces pénalités sont fixées à 100 € H.T par absence. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de convoquer aux réunions de chantier les opérateurs économiques sous-traitants ou cotraitants en présence du titulaire.
Absence de remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)	Des pénalités sont appliquées au titulaire, si celui-ci ou l'un de ses sous-traitants ne remet pas son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dans le délai fixé au présent CCAP. Cette pénalité est fixée à 100 € H.T par jour calendaire de retard.
Absence de présentation de documents ou	En cas de non-présentation de documents ou

renseignements	renseignements demandés par le Maître d'œuvre dans le délai raisonnable fixé par celui-ci, il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard.
Absence de présentation des échantillons	En cas de non-présentation des échantillons dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la demande du Maître d'Œuvre (demande faite par courrier en recommandé avec AR ou par courriel ou mentionnée dans le compte-rendu de réunion), il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard
Délais et pénalités pour remise des documents fournis après exécution	Les documents fournis après exécution seront remis selon les délais fixés à l'article 5 du présent CCAP. Passé ce délai, il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard. En cas de refus d'un document constituant le dossier des ouvrages exécutés (DOE), l'entreprise disposera d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande du maître d'œuvre pour procéder aux modifications. Passé ce délai, il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard.

Etant précisé que les pénalités ci-dessus définies, sont cumulables. Elles ne sont pas elles-mêmes assujetties à la TVA.

11.2. Autres pénalités

Pénalités	Fait générateur et mode de calcul
Pénalités liées au non-respect des obligations en matière de représentant du titulaire	En cas de non-respect des obligations relatives à l'interlocuteur du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire concerné encourt, après mise en demeure, une pénalité égale à 200 € par fait constaté.
Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés sur le chantier. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais et risques du titulaire sans préjudice d'une pénalité fixée à 100 € H.T par jour calendaire de retard.
Dégâts par négligence dans le respect des consignes de sécurité	Dégâts par négligence dans le respect des consignes de sécurité pendant et en dehors des heures ouvrées : une pénalité fixée à trois cents (300) € H.T, par dégât constaté, sera appliquée au titulaire, celui-ci étant responsable des dégâts qui pourraient être causés par négligence.
Travaux bruyants en dehors des heures tolérées	Travaux bruyants en dehors des heures tolérées (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : en cas d'utilisation par le titulaire de matériel non conforme aux exigences acoustiques, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction constatée.
Matériel non conforme aux exigences acoustiques	En cas d'utilisation par le titulaire de matériel non conforme aux exigences acoustiques il sera appliqué

	une pénalité de 100 € H.T par infraction constatée.
Trouble à la circulation autour du chantier, arrêt ou stationnement interdits	Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par trouble constaté.
Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou de protection efficace	Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction constatée.
Non-respect des consignes pour le nettoyage régulier du chantier	Non-respect par un opérateur économique intervenant sur le chantier du nettoyage à l'issue de chaque intervention afin de maintenir la zone concernée en parfait état de propreté (cf. art 1.6.2.2 du CCTP) : il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par manquement constaté et par zone concernée.
Absence ou défaut de protection des existants	En cas de manquement s'agissant de la protection des existants (cf. notamment art 1.6.2.2 du CCTP), que ce soit pour absence ou par défaut, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par manquement constaté et par zone concernée.
Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrite	En cas de constat de dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par jour calendaire.
Présence de déchets dans une benne non appropriée	En cas de dépôt de déchets dans une benne non appropriée, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction.
Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets	En cas de dépôt sauvage ou d'enfouissement de déchets, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction.
Non-respect des plans de circulation du chantier	En cas de non-respect des plans de circulation par un opérateur économique, il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par infraction constatée au titulaire concerné.
Absence d'un document obligatoire sur le chantier	En cas d'absence d'un document obligatoire sur le chantier (AIPR, CACES, DICT, etc....) ou toute autre infraction aux prescriptions du CCTP, il sera appliqué une pénalité de mille (1 000) € H.T par infraction constatée.
Absence de respect des exigences législatives et réglementaires environnementales	En cas de non-respect des exigences législatives et réglementaires en matière environnementale, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction.
Intervention du contrôleur technique faisant suite à une prescription du rapport final	Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-TX, chaque fois qu'il sera constaté une prescription du titulaire du marché public dans le rapport final de contrôle technique, et que le représentant du pouvoir adjudicateur devra diligenter le contrôleur pour qu'il s'assure de la levée de la prescription, il sera appliqué au titulaire sur les situations de travaux une pénalité de cent € par vacation facturée par ledit contrôleur au représentant du pouvoir adjudicateur.
Signalisation et arrêtés de circulation	A défaut de présentation de l'arrêté sur simple demande du maître d'œuvre l'entrepreneur encourt le

	<p>paiement d'une pénalité de 150 € par jour ouvrable de retard en plus de l'évacuation des lieux immédiate à ses propres frais jusqu'à obtention du document demandé.</p>
--	--

Les pénalités son cumulables et s'appliquent sans mise en demeure sur simple constat du MOE.

ARTICLE 12. RESILIATION, SANCTIONS ET FIN DU CONTRAT

12.1. Résiliation

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG concerné.

Toute prestation qui ne donnerait pas satisfaction du fait du non-respect des prescriptions ou obligations définies dans les documents contractuels du marché public peut donner lieu à une résiliation de ce dernier sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par le titulaire.

L'inexactitude des documents et renseignements ou le refus de produire les pièces prévues aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la Commande Publique, sera sanctionnée par la résiliation du marché public, sans indemnités, aux torts du titulaire, après mise en demeure de produire lesdits documents et renseignements.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation dans un délai de deux mois, l'acheteur pourra résilier le marché public, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions visées ci-dessus.

Quelle que soit la cause de la résiliation, il est procédé à une liquidation des comptes au regard des prestations déjà effectuées à la date de la résiliation ; les sommes restant dues sont immédiatement exigibles et sont réglées dans le délai de paiement visé dans le présent cahier, au vu de la demande de paiement correspondante.

12.2. Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

12.3. Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 3 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

12.4. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette

décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

12.5. Redressement et liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire notifiera sans délai à l'acheteur le jugement instituant cette procédure. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, l'acheteur prononcera la résiliation du contrat sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

12.6. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 Lille
Téléphone : 03 59 54 23 42

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Télécopie : 03 59 54 24 45

Site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

ARTICLE 13. NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RGPD

Les prestations effectuées dans le cadre du marché devront respecter l'ensemble des normes françaises, européennes et internationales en vigueur lui correspondant.

En cas d'évolution de la réglementation, le titulaire est tenu de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions, à compter de leur date d'effet.

En complément de l'article 5.2 du CCAG-PI, il est précisé que lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement susvisé. A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du marché public ;
- traiter les données conformément aux instructions de la C.C.I.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la C.C.I.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer la C.C.I. de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - o s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - o reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de la C.C.I. ;
- prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D. ;
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de la C.C.I. ;
- mettre à la disposition de la C.C.I. toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de la C.C.I. ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 14. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
1.2	3.4.1
1.10	3.5.4
3.1	4.1
5	18.1.1
5.2	28.1 – 18.1.1
5.4	18.2.1
7.2	12.4.2
7.4	12.1.2
8.3	14.5
8.4	20.2.1

10.5	40.1
11.1	19.2.4 – 19.2.2 – 19.2.1
11.2	20.1